



HAL
open science

Approche comparative de la décolonisation anglaise et française dans l'océan Indien et son impact sur la décolonisation de l'Indochine

Daniel Varga

► **To cite this version:**

Daniel Varga. Approche comparative de la décolonisation anglaise et française dans l'océan Indien et son impact sur la décolonisation de l'Indochine. *Revue historique de l'océan Indien*, 2011, France/Grande-Bretagne dans l'océan Indien (XVIIe-XXIe siècles). De la rivalité à l'alliance, 07, pp.184-195. hal-03419176

HAL Id: hal-03419176

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03419176>

Submitted on 8 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Approche comparative de la décolonisation anglaise et française dans l’océan Indien et son impact sur la décolonisation de l’Indochine

Daniel Varga
La Réunion
CRESOI – EA 12

1945 marque le début de la décolonisation. L’océan Indien marque un espace important de cet affrontement entre puissances coloniales et leurs territoires aspirant à leur libération. Dès 1945, des territoires proclament leur indépendance, après le départ des Japonais, c’est le cas de l’Indonésie, de l’Indochine. Mais se pose alors la question de l’attitude des colonisateurs.

Cela créé un précédent fâcheux pour les Français. Ils vont devoir combattre les nationalistes. En Indochine, ils le font au nom de l’anticommunisme. La rupture de 1947 et encore plus celle de 1949 donnent aux Français comme aux Britanniques d’autres arguments pour se maintenir dans les colonies : doctrine Truman d’endiguement appliqué aux colonies.

France et Grande-Bretagne sont les deux grandes puissances coloniales de l’océan Indien. Rivaux durant la colonisation, elles se rapprochent durant la décolonisation devant les attaques des indépendantistes mais aussi celles venant des l’URSS et des Etats-Unis. Les méthodes et les arguments utilisés par ces deux vieilles puissances coloniales ont des conséquences sur le conflit indochinois qui occupe la France de 1945 à 1954.

Des méthodes similaires en Afrique : Madagascar et Kenya

En mars 1947 commence à Madagascar une insurrection qui confirme la contestation de l’ordre colonial. Cette insurrection, utilisée politiquement par les Français pour se débarrasser de leaders nationalistes, fut sévèrement réprimée. Le gouvernement français dirigé par le socialiste Ramadier entend bien ne pas laisser impunie cette rébellion, alors que l’Indochine s’embrase et que les émeutes de Sétif ont marqué les limites de la pacification dans les colonies.

Les Français rendent responsables du mouvement les deux députés malgaches membres du MDRM : Joseph Ravoahangy et Joseph Raseta⁵¹⁴. Dans un premier temps la répression est policière : on arrête et on torture, obtenant des aveux qui conviennent aux forces coloniales⁵¹⁵.

Fin juillet 1947, cinq bataillons nord-africains en partance pour l’Indochine s’arrêtent à Madagascar. La répression change d’échelle. Elle se concentre surtout dans l’est de l’île, où les foyers de rébellion se concentrent. Avec près de 16 000 hommes au début de 1948, des moyens modestes, on applique la vieille tactique du général Gallieni, celle de la tâche d’huile. Mais les moyens alignés – 16000 hommes au début de 1948 – resteront

514 Jean Frémigacci, « La vérité sur la grande révolte de Madagascar », in *L’Histoire* n° 318, mars 2007.

515 Jean Frémigacci, *op. cit.*

toujours modestes. La reconquête est menée par une dizaine de bataillons, soit 7000 à 8000 hommes, les autres étant maintenus en garnison dans les régions demeurées tranquilles, c'est-à-dire les cinq sixièmes de l'île. Loin des 100 000 morts évoqués longtemps pour le bilan de la répression française, Jean Frémigacci évoque un chiffre « entre 30 000 et 40 000 morts : 10 000 victimes de mort violente, à quoi il faut ajouter 20 000 à 30 000 victimes dues à la malnutrition et à la maladie »⁵¹⁶. Ces pertes, les plus importantes, ont atteint les populations entraînées par les insurgés dans les forêts refuges.

Ce total de 30 000 à 40 000 morts reste fort lourd si on le rapporte aux quelque 700 000 habitants des 10 districts principalement touchés par l'insurrection. Il y a eu des crimes de guerre à Madagascar en 1947 mais pas de volonté exterminatrice. Il n'y a pas de « génocide oublié ».

La répression fut aussi violente au Kenya, où des révoltes éclatent dès 1952. Après l'élection générale de 1951, Churchill redevient Premier ministre. Son troisième gouvernement – après celui durant la guerre et le bref gouvernement de 1945 – dure jusqu'à sa démission en 1955. Ses priorités nationales dans son dernier gouvernement sont éclipsées par une série de crises de politique étrangère, qui sont en partie le résultat du mouvement déjà amorcé du déclin de l'armée britannique, du prestige et du pouvoir impérial. Étant un fervent partisan de la Grande-Bretagne en tant que puissance internationale, Churchill répond souvent à de telles situations avec des actions directes. Un exemple est son envoi de troupes britanniques au Kenya pour faire face à la rébellion Mau Mau. Essayant de conserver ce qu'il peut de l'Empire, il déclare : « Je ne présiderai pas un démembrement ».

Comme à Madagascar, on cherche à mettre en avant la menace communiste. Mais comme à Madagascar, le malaise est davantage social que politique. Malgré l'affirmation de certains colons anglais, l'activisme communiste n'est pour rien dans la révolte Mau Mau qui sévit au Kenya dans les années 1950⁵¹⁷. Au Kenya comme à Madagascar, les métropoles font appel aux soldats issus des colonies pour maintenir l'ordre dans leur territoire. Idi Amin Dada a été soldat de l'armée anglaise qui écrasa la révolte des Mau Mau dans les années 1950. Et, dans l'armée qui réprime à Madagascar en 1947, puis en Indochine, il y a peu d'officiers français et beaucoup de troupes coloniales. On peut évoquer les terreurs qu'inspirèrent les soldats noirs en Indochine, et dont nous parlent encore parfois certaines personnes âgées au Vietnam. Les dernières recherches montrent au Kenya une répression très violente également⁵¹⁸. 320 000 Kikuyus détenus dans des

516 Jean Frémigacci, *op. cit.*

517 Paul Lashmar et James Oliver dans *Britain's Secret Propaganda War 1948-1977*, Sutton Publishing, UK, 1998.

518 R. M. Cassidy, *Counterinsurgency and the Global War on Terror: Military Culture and Irregular War*, Stanford, California, Stanford University Press, 2008.

camps de concentration, 1 090 exécutions par pendaison, des violences orchestrées pour terroriser les villageois, à quoi s'ajoutent les électrochocs, les passages à tabac, les viols collectifs, tels sont les faits avancés par Caroline Elkin dans une étude récente⁵¹⁹ : elle parle de 100 000 morts.

En ce temps-là, les soldats britanniques recevaient une prime de 5 shillings (environ 7 euros au cours actuel) chaque fois qu'ils tuaient un Kikuyu de sexe masculin et n'hésitaient pas à clouer sur les panneaux indicateurs les membres sectionnés des rebelles africains. Et, dans une autre guerre qui fit plus de 10 000 morts (en Malaisie), ils se faisaient photographier avec, dans les mains, les têtes décapitées de « terroristes » communistes malais.

Techniques communes de contre-guérilla

Il ya dans ces deux insurrections comme dans leur répression de nombreux points communs. Il s'agit avant tout de révoltes contre l'injustice du système colonial. Selon Jean Frémigacci « les causes de l'insurrection sont d'abord à rechercher dans les tares structurelles du système colonial instauré à la fin du XIX^e siècle : le travail forcé, le code de l'indigénat, la justice indigène (confiée aux administrateurs qui cumulent et confondent les pouvoirs) et enfin le racisme de contact colonial au quotidien »⁵²⁰. La répression à Madagascar reprend la tactique de la tache d'huile pour réduire les insurgés dispersés sur d'immenses espaces selon la méthode autrefois utilisée par Gallieni. Les Anglais ont la même difficulté au Kenya, dans une révolte où il a fallu aussi mener une contre guérilla, lors de la révolte Mau Mau qui éclate en 1952. On y emploie des insurgés capturés puis rééduqués. Les insurgés capturés y ont été employés intensivement comme « gangs adverses ». Il s'agissait initialement de groupes formés de Noirs qui étaient loyaux aux Britanniques, dirigés par des officiers ou sous-officiers blancs, qui se rendaient dans la forêt en se faisant passer pour des membres Mau Mau pour ainsi prendre contact avec de véritables gangs afin de les éliminer. Plusieurs rebelles qui se sont rendus ont collaboré de leur plein gré et ont été intégrés dans les opérations de contre-insurrection. Cette intégration dans les unités britanniques a permis de collecter davantage d'information sur les insurgés, ce qui a accéléré leur anéantissement.

Des préoccupations communes : mutation des arguments

La France et l'Angleterre ont noué des relations particulières sur la question coloniale après 1945. D'adversaires lors du *scramble* à la fin du XIX^e siècle, ces deux puissances se trouvent pointées du doigt par les deux grands en 1945 : l'heure n'est plus aux colonies. Il faut décoloniser. Or

519 Jonathan Cape, *Britain's Gulag*, Londres, 2005.

520 Jean Frémigacci, « La vérité sur la grande révolte de Madagascar », art. cité.

Français et Anglais n'en ont guère envie. Ils adoptent donc une solidarité défensive face aux revendications nationales. Ainsi, en 1945, alors que les Anglais occupent le sud de l'Indochine. Lors de la capitulation japonaise, il avait été prévu la séparation de l'Indochine française en deux zones de désarmement des troupes japonaises, par les Chinois nationalistes de Tchang Kai-Chek au nord et par les Britanniques au sud, la division indienne du général Gracey ayant débarqué à Saigon en août 1945, avec un détachement français. Le 22/08/1945 Jean Cédile est parachuté au Vietnam en tant que commissaire de la République pour le sud-Vietnam. Le Général britannique Douglas Gracey est commandant des troupes alliées en Indochine. Il occupe Saigon avec les 20 000 soldats indiens de la 20^e Division indienne. Gracey accorde à Jean Cédile que les 1400 militaires français, retenus prisonniers depuis le 9 mars par les Japonais, soient libérés et réarmés.

L'Onu, créée en 1945, est favorable à l'émancipation des peuples colonisés. La France et la Grande-Bretagne s'opposaient par tous les moyens à une ingérence extérieure dans leurs colonies. Elles se servaient notamment de l'article 2, paragraphe 7, de la charte de l'ONU qui affirmait que les territoires non autonomes faisaient partie « des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ». Les Français justifient leur attitude. Le gouvernement français envoie une lettre au Secrétaire général de l'ONU, Trygve Lie, le 29 avril 1949. Pour le gouvernement français, l'article 73 de la charte n'a qu'un caractère provisoire, puisqu'il doit cesser de s'appliquer aux territoires dont les populations ont atteint un niveau suffisant de culture, de prospérité et de capacité pour s'administrer elles-mêmes. On veut montrer que le cadre créé par l'Union française permet justement le progrès de ces territoires. C'est ce qu'affirme le ministre de la France d'outre-mer en 1949 : « La constitution du 27 octobre 1946 a précisément entendu favoriser une émancipation obtenue soit dans l'unité de la République, soit dans l'autonomie au sein de l'Union française. Les populations engagées sur la voie de l'unité reçoivent l'ensemble des libertés, obligations et facultés civiques qui appartiennent aux habitants de la France métropolitaine : à leur égard toute différenciation politique disparaît au sein d'une seule communauté juridique et morale. Le cadre de l'Union française ménage également la voie de l'autonomie pour les populations qui possèdent ou aspirent à posséder une vie politique propre. Celles-ci peuvent former des Etats distincts unis à la République française par des liens conventionnels »⁵²¹.

Si l'on a du mal à accrédi-ter la menace communiste en Afrique orientale, il en va autrement en Asie. Dans ce cadre géographique, la menace communiste réelle est exploitée par Français et Anglais et donne lieu à des

521 CAOM, HCI 62/217. Lettre du 19 juin 1949 du ministre de la FOM, Coste-Floret, au Haut Commissaire en Indochine, relative à l'article 73 de la charte de l'ONU.

contacts nombreux entre les autorités coloniales. Si, à Washington, la rupture intervient officiellement en 1947 avec l'URSS, sur place, en Indochine, longtemps encore, les conseillers américains continuent à défendre l'idée que la guerre d'Indochine est une guerre coloniale. Encore après 1947, et au moment où l'Amérique est secouée par la fièvre maccarthyste, un certain nombre de ces conseillers sont progressivement écartés de leur poste. C'est le cas par exemple de John Carter Vincent cité plus haut. Le sous-secrétaire d'Etat Dean Acheson propose au gouvernement français une mission de bons offices pour renouer le dialogue entre les Français et Hô Chi Minh. Les Français remercient les Américains de leur offre mais assurent qu'une fois restauré l'ordre en Indochine, le dialogue pourra reprendre avec les Vietnamiens. Signalons qu'à l'époque, le gouvernement français ne parle pas de guerre mais d'opération de maintien de l'ordre en Indochine. En février 1947, le Département d'Etat demande à son ambassadeur à Paris, Jefferson Caffery (1944-1949), de rassurer le président Ramadier sur les « sentiments très amicaux des Etats-Unis pour la France et de son désir de l'aider à retrouver sa puissance économique, politique et militaire »⁵²². Concernant la question indochinoise, les Américains rappellent qu'ils ont pleinement reconnu la position prééminente de la France dans cette région et qu'ils ne désirent à aucun prix l'affaiblir : « Dans le même temps, nous ne pouvons fermer les yeux sur le fait qu'il y a deux aspects à ce problème et que nos rapports indiquent un manque de compréhension de la part des Français [plus à Saigon qu'à Paris] ainsi que la persistance d'attitudes et de méthodes coloniales dangereusement dépassées. De plus, il n'y a pas de doute sur la tendance actuelle à considérer les empires coloniaux du XIX^e siècle comme appartenant au passé. L'action britannique en Inde, et hollandaise en Indonésie, illustrent cette évolution. Les Français eux-mêmes ont tenu compte de cette évolution dans leur nouvelle Constitution et dans les accords passés avec le Viêt-Nam »⁵²³.

Tout en assurant les Français de leur sympathie, les Américains leur expliquent qu'ils ne peuvent aller contre le sens de l'histoire. L'époque des grands empires est révolue. Il faut donc que les Français s'inspirent de l'attitude anglaise. Bien que sollicitant l'aide américaine, Anglais et Français partagent le même point de vue : il faut laisser les Américains à l'écart des décisions politiques en Extrême-Orient. En 1949, la victoire de Mao change la donne en Asie : il est clair désormais que la guerre froide concerne également l'Asie. Les troupes communistes chinoises sont à la frontière du Tonkin, apportant au Viet Minh un appui solide et efficace. Depuis les débuts de la guerre en Indochine, les Français ont voulu convaincre les Américains de la justesse de leur combat. Ils trouvent un allié solide avec les Anglais. Il n'est plus question seulement de méthode commune, mais bien de communautés de vue sur ce qui est en jeu en Asie.

522 *The Pentagon Papers*, Gravel Edition, Volume 1, Chapter I, « Background to the Crisis, 1940-50 », Boston: Beacon Press, 1971 p. 1-52.

523 *Idem*.

Le cas de la Malaisie

En juin 1948, six mois après l'indépendance de la Birmanie, l'insurrection communiste commerce en Malaisie, l'une des colonies les plus prospères de l'empire britannique. Le PC malais (MCP – *Malayan Communist Party*) est né dans les années 20 et ses responsables ont été formés à Moscou comme Hô Chi Minh. Contrairement au Viet Minh, le MCP a combattu aux côtés des Anglais contre les Japonais, alors que le Viet Minh combattait à la fois la puissance coloniale française et japonaise. Le MCP n'a pas cherché à prendre le pouvoir comme le fit le Viet Minh en 1945. Mais en 1948, les insurgés communistes passent à la lutte armée. L'influence de Moscou est à ce jour l'objet d'un débat entre historiens. Les Français cherchent à comparer leur lutte en Indochine à celle menée par les Britanniques en Malaisie. Ces derniers mènent là une guerre impitoyable contre des rebelles communistes. Ce Parti communiste, regroupant essentiellement une population d'origine chinoise, a créé une « armée de libération nationale des races »⁵²⁴. Les Britanniques refusent de céder face au parti communiste malais, mais en même temps font des ouvertures politiques en direction des classes moyennes, d'origine malaise ou chinoise. Elles sont associées à la gestion du pays. C'est la politique menée par Malcolm Mc Donald et Gerald Templer, responsables britanniques pour le sud-est asiatique. Le plan Brigg est mis en place en 1950 pour lutter contre cette guérilla. Le général Brigg est le chef des opérations militaires britanniques en Malaisie. Sa stratégie consiste à gagner le soutien de la population et à couper les insurgés de leurs sources de ravitaillement et de renseignement. Les opérations militaires s'accompagnent de mesures pour se rallier la population. On cherche ainsi à couper la rébellion d'un soutien dans la population.

Le général britannique Gerald Templer, nommé haut commissaire en Malaisie en janvier 1952, réussit à vaincre la rébellion communiste entre 1952 et 1954. La Grande-Bretagne entend maîtriser l'évolution de la Malaisie vers l'indépendance en maintenant ses intérêts et en refusant de céder à la menace communiste. Un autre Britannique joue un rôle clé dans cette répression britannique. Il joue par ailleurs la carte du rapprochement avec la France. Il s'agit de Malcolm Mc Donald, Commissaire général pour le Royaume-Uni en Asie du Sud Est de 1948 à 1955. L'exemple malais ne peut laisser l'Indochine indifférente. Malcolm Mc Donald est favorable à une coopération britannique et française pour limiter le développement communiste en Asie du sud-est.

Pignon, Mc Donald, deux Haut Commissaires solidaires

524 Marc Michel, *Décolonisations et émergence du Tiers Monde*, Hachette, 1993.

Malcolm Mc Donald et Léon Pignon prennent l'habitude de se rencontrer et d'échanger de nombreux courriers. Léon Pignon est nommé Haut-commissaire en Indochine en octobre 1948. Il est chargé de mettre en place la solution Bao Dai, empereur d'Annam. Léon Pignon veut créer un contre-feu nationaliste avec qui les Français pourraient traiter face au Viet Minh qui mène la guerre depuis 1946⁵²⁵. L'objectif est d'obtenir l'implication de Bao Dai pour créer une alternative à Ho Chi Minh. En novembre 1949, Malcolm Mc Donald effectue une visite en Indochine. Il est porteur d'un message personnel du secrétaire d'Etat au *Foreign Office* adressé à Bao Dai, qualifié de « Chef de l'Etat du Vietnam ». Il s'agit alors d'un pas important dans la reconnaissance de ce personnage, alors que les Etats-Unis hésitent encore à franchir le pas, voyant en Ho Chi Minh un possible Tito asiatique. L'année 1949 est en effet celle où les Français reconnaissent l'indépendance du Vietnam, non pas au Viet Minh mais à Bao Dai, que beaucoup considèrent comme une marionnette entre les mains des Français. Le haut Commissaire britannique rencontre Bao Dai à Dalat. Léon Pignon affirme que Mc Donald lui a confié « avoir été séduit par la personnalité de Bao Dai ». Suite à cet entretien, auquel Pignon n'a pas assisté, Mc Donald fit des déclarations dans la presse au Vietnam comme à Singapour pour y défendre « la sincérité des intentions françaises et les progrès réalisés par le gouvernement de Bao Dai »⁵²⁶. Cela révèle bien le front commun réalisé par les puissances coloniales contre les mouvements nationaux. Il s'agit de contrôler la décolonisation et de préserver les avantages des métropoles : c'est clair dans la cadre de l'Indochine. Alors que la France est isolée et stigmatisée, la politique anglaise en Malaisie lui porte une forme d'aide et de justification.

M. Pignon s'entretient avec Nguyen Khac Vê, président du Conseil du gouvernement du Viêt Nam par intérim à l'aéroport de Tân Sơn Nhât, à Saïgon le 30 août 1950

525 Daniel Varga, « Léon Pignon : De la solution Bao Dai à l'implication des Etats-Unis dans la Guerre d'Indochine », *Revue française d'histoire d'outre-mer* décembre 2009, n° 364-365.

526CAOM, HCI 93/310 : rapport politique de Léon Pignon, novembre 1949.



*Source : Cliché Haut Commissariat de France en Indochine, Service Ciné photo.
[FR CAOM – 2Fi /379]*

En octobre 1949 se réunit à Singapour une séance de la Commission économique des Nations unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient (ECAFE)⁵²⁷. Cette Commission relevant de l'ONU est composée de douze membres parmi lesquels on retrouve les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, dont la France. La question de l'admission du Viêt-Nam à l'ECAFE est à l'ordre du jour. Il s'agit de choisir entre le Viêt-Nam de Bao Dai et celui de Hô Chi Minh mais aussi entre la Corée de Kim Il Sung et celle de Syngman Rhee. Le Viêt-Nam de Bao Dai y est présent sous le patronage de la France. C'est Nguyễn Phan Long, ministre des Affaires étrangères et Trần Van An, ancien ministre de l'Information du Sud Viêt-Nam, qui y représentent le gouvernement baodaïste. C'est la première participation du Viêt-Nam à une réunion internationale et donc la première manifestation de sa nouvelle indépendance sur la scène internationale. Si la France est soutenue par les pays occidentaux, de nombreux pays d'Asie manifestent leur hostilité à ce soutien de la puissance coloniale, tandis que l'Inde préfère garder une prudente réserve. Le Viêt Minh y est également présent sous le patronage de l'URSS. C'est Trần Van Mai qui dirige la délégation Viêt Minh à cette conférence. Il dirige alors à Bangkok le « Viêt-Nam News service »,

527 Il faut distinguer l'ECA (Economic Coopération Administration) relevant de l'ONU, et l'ECA (European Cooperation Administration) relevant du secrétariat d'Etat américain et chargée de l'organisation du Plan Marshall. Toutes les deux s'occupent de coopération économique mais pas suivant les mêmes modalités ni bien sûr avec les mêmes partenaires.

agence d'information du Viêt Minh. Il est accompagné à Singapour par Lê Duy Luong, membre du comité central Viêt Minh.

Franklin Gimbson, gouverneur de Singapour, inaugure les travaux de la conférence le 20 octobre 1949. A. Goldet représente le secrétaire général de l'ONU, Trygve Lie. Le 22 octobre, les membres de l'ECAFE votent en faveur de l'admission du Gouvernement de Bao Dai en même temps que pour celle de la Corée du Sud. Ces admissions sont l'occasion de vifs débats entre le délégué américain, l'ambassadeur Myron Cowen, et le ministre soviétique à Bangkok, Netchina. C'est par huit voix (Australie, Chine, France, Inde, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Grande-Bretagne et Etats-Unis) contre une (URSS) et trois abstentions que le projet de résolution de la délégation française en faveur de l'admission du Viêt-Nam baodaïste est adopté. Il est intéressant de noter que, lors de la présentation du projet soviétique en faveur de l'admission du gouvernement Viêt Minh, l'Inde joint aussi sa voix à celle de l'URSS. Nehru entend ainsi mener sa politique d'équilibre entre les deux blocs, qui aboutira plus tard à l'affirmation d'une troisième voie lors de la conférence de Bandung en 1955.

Une note d'André Guibaut en 1949, Consul général de France à Singapour, permet ainsi de resituer l'évolution de la France en Indochine en la mettant en parallèle avec celle des autres puissances coloniales : « Pour l'Union française, on a abouti à une construction juridique dont on chercherait vainement l'équivalent du côté britannique. L'existence de textes, d'articles, d'organismes centralisateurs, telle l'Assemblée de l'Union française, alourdit incontestablement nos relations avec les composants. Elle ne met pas à la disposition de nos hauts fonctionnaires coloniaux la gamme étendue de solutions dont disposent leurs collègues britanniques. Muette, je crois, sur le chapitre des relations extérieures, la Constitution tend à enfermer les composants de l'Union française dans des frontières très françaises qui ont souvent pour effet de faire monter la pression intérieure [...] Bien que l'article 75 de la Constitution ait pris soin de mentionner que 'les statuts respectifs des membres de la République et de l'Union française sont susceptibles d'évolution', le mot *susceptible* laisse un arrière-goût de prudence qui peut faire douter de la sincérité des législateurs, alors qu'il eut été peut-être judicieux d'affirmer, comme l'ont fait les Anglais, le caractère transitoire de statuts et des liens établis par les textes »⁵²⁸.

Comparaison Indochine-Malaisie

Ainsi ce diplomate reconnaît que le cadre créé par la France manque de clarté et manque incontestablement de souplesse si on le compare à la situation de l'empire britannique. Il y a, de plus, une différence politique fondamentale entre la situation en Indochine, en Indonésie et en Malaisie. André Guibaut poursuit son raisonnement : « Alors que les Anglais sont

528 CAOM, Indo/NF/1395. Note du Consul André Guibaut, datée du 5 février 1949 et envoyée au ministère des Affaires étrangères au sujet de la position française en face de l'orientation politique nouvelle des Britanniques en Asie.

fondés à affirmer qu'il n'y a pas de mouvement nationaliste grave en Malaisie et que les troubles qui s'y déroulent sont d'inspiration communiste et étrangère, nous pourrions difficilement, nous, Français et Hollandais, contester que les difficultés dont nous souffrons ne prennent leur source dans des nationalismes exacerbés. En Malaisie, ces rebelles sont dans une énorme majorité des Chinois venus du dehors alors qu'en Indochine, il s'agit d'autochtones annamites »⁵²⁹.

Ce diplomate établit un parallèle intéressant entre la situation en Indochine et celle en Malaisie. Il conseille d'aligner la politique française sur la politique anglaise, plus souple. Son témoignage montre surtout que même chez les diplomates français en poste en Asie, la politique française en Indochine est loin d'être claire. On navigue à vue : « Il s'agit en somme de savoir exactement ce que nous avons choisi d'abandonner, pour le céder de bonne grâce et en en tirant tous les avantages moraux que dans des circonstances identiques les Anglais ont su s'octroyer, afin d'obtenir la caution des puissances intéressées à la lutte anti-communiste et en particulier des nations asiatiques, pour conserver ce que nous avons choisi de conserver »⁵³⁰.

Or, c'est bien le problème de la politique française en Indochine, c'est que l'avenir de la France dans la péninsule est plus perçu en terme de marchandage qu'en terme de politique à long terme. Il y a là malheureusement une constante dans la politique française. Pour la France, l'abandon de l'Indochine est refusé. Après avoir combattu le nationalisme vietnamien, elle se présente comme défendant le monde libre.

L'Echo du Viêt-Nam, 3 février 1950 : reconnaissance du Viêt Nam de Bao Dai par les Etats-Unis

529 CAOM, Indo/NF/1395. Note du Consul André Guibaut, datée du 5 février 1949 et envoyée au ministère des Affaires étrangères au sujet de la position française en face de l'orientation politique nouvelle des Britanniques en Asie.

530 CAOM, Indo/NF/1395. Note du Consul André Guibaut, datée du 5 février 1949 et envoyée au ministère des Affaires étrangères au sujet de la position française en face de l'orientation politique nouvelle des Britanniques en Asie.



Source : CAOM.

Voyage de retour à étapes pour Léon Pignon

En septembre 1950 se produit le désastre de la RC4. Profitant de la victoire de Mao en Chine, le Viet Minh passe à l'offensive au nord Vietnam⁵³¹. Après l'échec de sa politique, Léon Pignon est rappelé en France. Il s'envole le 19 décembre 1950 de Saïgon avec sa femme et ses enfants dans un avion spécial à destination de Paris. En quittant l'Indochine le 19 décembre 1950, Léon Pignon commence un parcours d'adieu qui le mène dans différents postes diplomatiques d'Extrême-Orient. Il fait escale en Malaisie. Il est reçu à Kuala Lumpur par Malcolm Mc Donald, qu'il tient à voir lors de son départ d'Indochine. Le 21 décembre 1950, jour où Pignon reprend son voyage vers la France, le Haut Commissaire britannique prononce un discours très favorable à l'action menée par la France en Indochine. Cela sonne comme une véritable ode à l'œuvre de Pignon. Les deux hommes ont eu souvent l'occasion de se rencontrer lorsque Pignon était Haut Commissaire. De diplomatiques, les relations sont devenues amicales comme elles peuvent le devenir lorsque des épreuves ou des responsabilités communes rapprochent des personnes : « L'opinion est souvent trompée par la propagande communiste. Nous savons nous en Malaisie que les propagandistes communistes sont des menteurs de première. Hô Chi Minh n'est pas un patriote sincère qui ne chercherait que la liberté pour son pays. C'est un cas simple de communiste fanatique, formé dans un enseignement marxiste orthodoxe à Moscou, qui cherche à faire de son pays un serviteur de

531 Jacques Dalloz, *Dictionnaire de la guerre d'Indochine*, Armand Colin, 2006.

la Russie. La propagande qui fait de Bao Dai un pantin entre les mains des Français est tout aussi fausse. C'est un patriote sincère, courageux et capable, travaillant pour libérer son pays de la domination coloniale. Son but est d'assurer la même liberté nationale dans l'Union française, à l'image de l'Inde ou du Pakistan dans le Commonwealth. Les Français lui ont progressivement transmis tous les pouvoirs »⁵³².

Pour Mc Donald, il n'y a pas de doute, la France mène une œuvre juste et salutaire en Indochine. Il évoque ainsi le transfert progressif des responsabilités locales et nationales ainsi que la mise en place d'une armée vietnamienne. Il compare d'ailleurs cette évolution à celle que le Royaume-Uni a suivie en Asie : « Ne nous trompons pas sur le rôle des troupes françaises en Indochine: elles ne se battent pas et ne meurent pas pour défendre le colonialisme. Elles se battent pour défendre la nouvelle liberté qui émerge en Indochine. J'analyserai maintenant la situation militaire en Indochine. Ce n'est que grâce à l'aide extérieure que Hô Chi Minh et ses troupes ont pu récupérer des territoires qu'ils avaient auparavant perdus. Ce leader vendu indochinois [sic] ne peut plus compter sur le soutien de son peuple. Et quand un leader communiste à la solde de Moscou accepte l'aide étrangère il doit satisfaire ses vieux tuteurs »⁵³³.

Mc Donald a donc repris et fait siens les arguments de la France justifiant sa présence en Indochine. C'est l'argument que reprend de Lattre en évoquant une action désintéressée comme la France n'en a pas menée depuis les croisades. Ce discours ne peut que renforcer Pignon dans son idée. Ce n'est pas sa politique qui était mauvaise. Elle a plutôt échoué à cause du manque de moyens pour la réaliser, en l'occurrence à cause de la timidité de l'aide américaine.

Si la colonisation a été un sujet de polémique et de tensions entre la France et la Grande-Bretagne, la décolonisation fut le témoin d'un rapprochement des vieilles puissances colonisatrices. Face au danger communiste, mais aussi face aux Américains et à la pression internationale, France et Grande-Bretagne entendent maintenir leur puissance.

Cette entente dans le sud-est asiatique annonce le dernier baroud d'honneur colonial que fut la crise de Suez en 1956. Là, France et Grande-Bretagne, malgré leur rapprochement, sont rappelées à la réalité des nouveaux rapports de force par Etats-Unis et URSS.

*Daniel Varga est Docteur en Histoire, professeur en CPGE au lycée Leconte de Lisle
daniel.varga@orange.fr*

532 CAOM, Indo/NF/1395 : Allocution prononcée à Kuala Lumpur (Malaisie) par Malcolm Mc Donald, Haut Commissaire britannique en Malaisie, Commissaire général pour le Royaume-Uni dans le sud-est asiatique le 21 décembre 1950.

533 *Idem.*